

« La construction de notre organisation doit passer par une stratégie d'implantation »

Par Gabriela Bakalovic, Nadia Fortis, Pierre Tainturier, Nicoletta Zappile

La LUP n'a pas démerité lors des élections cantonales. Elle peut se féliciter d'une campagne basée sur la mobilisation et la médiatisation de militant.es au profil diversifié qui ont permis d'affirmer une identité politique autour de la défense des intérêts des classes populaires.

Néanmoins, le verdict est sans appel. Notre campagne n'a pas su enrayer les effets du poison de la division au sein d'Ensemble à Gauche, et empêcher le raz de marée de la droite.

La pratique majoritaire de l'abstention électorale confirme une vérité que nous connaissons depuis longtemps et qui se répète de votations en élections : Les classes populaires délaissent la participation politique qui leur permettrait pourtant de défendre leurs intérêts.

Ce constat amer représente pourtant une perspective d'action dans la mesure où la repolitisation des classes populaires et l'augmentation de leur participation électorale sont la clé du changement. « Nous sommes le nombre ! ». C'est à cet objectif politique que nous devons nous atteler avec notamment comme prochaine échéance les élections municipales de 2025.

Face à la domination des forces bourgeoises, à l'apathie électorale des classes populaires, et à la division de la gauche radicale, notre courant doit envisager d'entrer dans un processus de construction.

Une stratégie de construction autour de quatre enjeux majeurs

1. Implantation dans les quartiers et repolitisation des classes populaires

Ce chantier est selon nous crucial car il renvoie à notre crédibilité. On ne peut pas prétendre défendre les intérêts des classes populaires et représenter ces dernières si notre courant n'a pas d'ancrage dans les quartiers. Certes, notre liste a présenté plusieurs figures qui en sont issues et il est possible de construire sur cette expérience. Mais il nous faut aller plus loin car les quartiers populaires ne sont pas des espaces vides de tout acteur politique : Le PS et le MCG règnent en maître sur ceux et celles qui se déplacent aux urnes.

La stratégie d'implantation ne peut reposer uniquement sur le recrutement de militant.es qui serviraient de relais locaux pour notre courant. Elle doit reposer sur la conception et la réalisation d'actions à l'échelle des quartiers, différentes de nos actions politiques traditionnelles, ponctuelles et liées aux élections et votations. Le travail de repolitisation passe par la construction du lien social autour d'actions de long terme qui doivent se concevoir comme au service des gens.

Nous pensons que les principes de l'éducation populaire qui consistent à accompagner les habitants à prendre conscience du monde et à agir dessus, en étant les acteurs de leur propre émancipation, doivent guider notre action.

2. Défense et amélioration constante des services publics

Les services publics genevois, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, subissent le modèle néo-libéral de gestion de l'action publique basée sur la réduction des dépenses et la domestication des agents publics qui entraînent la précarisation des usagers, et notamment ceux et celles qui ne vivent que de leur travail ou n'ont pas accès à l'emploi.

La vague droitière qui s'est abattue sur le parlement cantonal dessine une sombre perspective qui nous place dans une obligation de résistance avec les forces syndicales. Celles-ci sont malheureusement divisées, à l'image de la gauche radicale.

3. Egalité de genres

Les luttes féministes sont un enjeu important pour notre courant. Elles représentent non seulement un combat majeur pour l'émancipation mais elles se sont structurées en mouvement social depuis le mouvement #Metoo.

Bien que notre courant s'investisse sur de nombreux aspects du combat féministe, notamment liés au travail - que ce soit contre la réforme AVS21 que notre initiative sur les crèches - notre courant occupe une faible présence dans les espaces de lutte à Genève. Ces espaces - féministes et LGBT+ - sont largement occupés par nos concurrents à EaG.

Il nous faut penser une stratégie d'action nous permettant de réinvestir ce champ des luttes.

4. Ecologie politique

Si l'émergence de l'écologie politique a contribué en son temps au renouvellement de la pensée critique contre le capitalisme, la dégradation spectaculaire des conditions d'existence à l'échelle de la planète impose à notre courant politique de nous inscrire dans les dynamiques de résistance à la prédation des ressources et de lutte en faveur de la transition écologique.

D'un côté, le champ des luttes est dynamique avec des organisations militantes radicales qui renouvèlent certes les registres d'action mais ne trouvent pas nécessairement de débouchés politiques. De l'autre, l'écologie politique nous amènent à être force de propositions sur les questions des transports et de mobilité douce, mais aussi de logement et d'urbanisme.

Forces et faiblesses des actions politiques traditionnelles d'opposition

Notre score aux élections nous amène en tant que parti à occuper la place de l'opposition non parlementaire, côte à côte avec les autres forces politiques de la gauche radicale avec lesquelles nous nous sommes déchirés avant les élections et pendant les élections. Il y a fort à penser que cela continue après.

Dans cette situation de résistance à la droite en dehors des parlements, deux modalités d'action politique s'offrent traditionnellement à nous : (i) les initiatives populaires et (ii) les actions de mobilisation et de solidarité (manifestations, sit-ins, présence aux piquets de grève).

Ces actions sont importantes et devront être menées pour répondre aux enjeux que nous avons fixés autour des services publics, des luttes féministes et écologistes. Ces modes d'actions présentent l'intérêt de publiciser nos positions et de rendre visible notre organisation via les

relais médiatiques. Les stands nous permettent d'interagir directement avec nos concitoyen.nes.

Mais ces actions présentent également un certain nombre d'inconvénients qui pourraient mettre à mal notre projet de construction et notre stratégie envers les classes populaires si d'autres types d'action n'étaient pas envisagés. Parmi ces inconvénients, on note que :

- Les stands et la collecte de signatures – notre organisation est maitre en la matière – sont énergivores et « militanvores », c'est-à-dire qu'elles épuisent les ressources militantes. De plus, elles portent in fine sur l'acte du vote, délaissé par les classes populaires.
- Les actions de solidarité se font principalement de façon réactive, sans anticipation (ce qui complique l'organisation des militant.es), et sans qu'il nous soit permis de construire politiquement.
- Enfin et surtout, ces actions nous confinent dans les deux cas à un espace politique restreint – celui des 7% des 37,5% du corps électoral votants qui votent la gauche radicale – que se dispute, divisées, l'ensemble des organisations politiques issues du défunt EaG.

Pour exister politiquement dans la durée, il nous faut sortir de la boîte. Nous recommandons pour cela de donner la priorité aux modes d'action que l'on peut qualifier « d'implantation ».

Priorité aux actions d'implantation

1. Implantation dans les quartiers populaires pour leur repolitisation

Il s'agit là de l'option la plus difficile car elle nous amène à concevoir des actions qui sortent du cadre traditionnel, et qui s'inscrivent dans la durée. Nous proposons ici une stratégie en deux étapes :

1) Développer des activités de proximité au service des habitants

Un premier type d'activité de service serait de nature socio-culturelle visant à créer du lien social. Voici quelques exemples qui pourraient être mis en place en fonction des discussions avec les acteurs locaux et les habitant.es :

- « Concours de Slam » à partir d'ateliers d'écritures /slam pour les jeunes (et moins jeunes). Les gagnant.es du concours pourraient gagner des places gratuites de concert. Nous avons la possibilité d'obtenir des places gratuites au concert de Grand Corps Malade à Genève, le 15 mars 2024. Nous pouvons utiliser également les contacts que nous disposons dans le milieu du hip-hop genevois (@thespotgeneva).
- « Reporters citoyens » : activité pour les habitant.es de formation à la production de vidéo de 5 min maximum sur des thèmes spécifiques touchant le quartier (des outils de formation sont disponibles). Un concours des meilleures vidéos pourrait être organisé avec projection/débat. Les vidéos pourraient être diffusé sur nos supports de communication en ligne.
- Animations d'activité autour du genre/écologie
- Permanence juridique
- Pour les plus âgés : Loto, Cuisine du monde, sortie picnic...

➤ Organisations d'évènements festifs

- 2) Introduire progressivement des ateliers de formation et de sensibilisation politique pour envisager ensuite des actions de mobilisation à travers notamment la production d'initiatives populaires sur la base des intérêts et demandes des habitants. Les initiatives populaires prennent davantage sens si elles s'articulent à une logique d'implantation.

Cette stratégie d'implantation dans les quartiers est d'autant plus ambitieuse que notre courant ne peut compter que sur ces ressources propres, les compétences et le temps des militant.es. Les signataires de ce texte sont motivé.es pour mener ce type d'action avec de nombreux autres.

Un quartier pilote pourrait être sélectionné dans un premier temps en fonction des opportunités (tissu associatif, disponibilité d'un local, nombre de militant.es). Ces activités pourraient s'appuyer sur les Maisons de Quartier qui mettent généralement des salles à disposition. Parmi les quartiers concernés figurent Chatelaine (Gabriela Bakalovic est en contact avec le Comité de la Maison de Quartier), Lignon, Onex, Meyrin où résident plusieurs de nos militant.es. Pierre Tainturier et Nicoletta Zappile qui ne résident pas dans ces quartiers sont prêts à s'impliquer dans la mise en œuvre de ces activités.

2. Implantation dans le monde du travail

Notre courant compte de nombreuses personnes syndiquées et de cadres syndicaux qui peuvent relayer l'information sur les dynamiques de luttes, nous permettant d'exprimer notre solidarité et prendre part dans les comités de soutien. Il est possible alors d'investir les secteurs professionnels en nous rapprochant des organisations syndicales et associatives qui les composent. Dans cette logique d'implantation, les actions de solidarité et de soutien prennent tout leur sens. Les questions féministes en lien avec le monde du travail peuvent être également plus facilement traitées.

3. Action transversale de communication politique (propagande)

Il est essentiel de consacrer nos efforts militants à la communication politique. Notre campagne cantonale a montré l'intérêt qu'il y avait à exploiter l'ensemble des médias existants – notamment numériques – pour diffuser nos contenus à partir d'une identité visuelle.

Il s'agit dans ce pôle de donner de la visibilité au mouvement et aux idées qu'il soutient. Chaque action menée devrait faire l'objet d'une exploitation médiatique. Ce pôle d'action a vocation à développer les actions suivantes dont la mise en œuvre pourrait nécessiter des sous-groupes en fonction du nombre de personnes impliquées :

➤ Le journal/blog

Il s'agirait de publier un journal bimensuel voire trimensuel qui relaterait les actions concrètes de la LUP et qui mettrait en évidence des individus issus des classes populaires travaillant et s'investissant dans les quartiers, dans leur secteur professionnel, etc. La « newsletter » pourrait apparaître dans le journal également.

Nous aimerions mettre en place des « micro-reportages » qui seraient filmés avec des téléphones reportages. Des possibilités de formation existent. À voir ceux qui veulent être formés pour ce journal. Nadia Fortis et Gabriela Bakalovic se proposent pour être les représentantes de ce sous-groupe.

➤ Communication aux médias

Il s'agirait de communiquer régulièrement aux médias nos idées et nos positions sur différents sujets politiques. Cette action a été assurée jusqu'à présent principalement par les figures historiques du parti comme Stéphanie Prezioso, Jean Batou, Pierre Vanek, Remy Pagani et Jean Burgermeister. Il faut continuer sur cette voie.

➤ Identité visuelle et social media

Ces activités ont été gérées par Valon et Rédouane durant la campagne électorale en tant que prestataire. A voir la possibilité de poursuivre cette activité à titre militant.

Quelle organisation pour mettre en œuvre cette stratégie ?

Cette AG du 6 mai est constituante, c'est-à-dire qu'elle doit permettre de formaliser la constitution d'une organisation politique dotée d'un fonctionnement au service de la stratégie d'action présentée ci-dessus.

Nous pensons que les personnes qui s'impliquent dans les trois pôles d'action prioritaires définis ci-dessus doivent former des groupes (groupes d'action). Ces derniers pourraient désigner des représentant.es, pour prendre part à une coordination générale du mouvement. L'idéal étant de désigner des binômes afin d'alléger la charge que représente des réunions fréquentes.

La coordination générale, pilotée par un.e coordinateur.ice salarié.e (actuellement Pablo), pourrait rassembler des personnes souhaitant s'impliquer sur des tâches organisationnelles et logistiques. La coordination aurait pour fonction d'assurer la gestion au quotidien et de mettre en œuvre les décisions prises en AG.

L'AG sous forme ordinaire ou en congrès reste l'organe décisionnaire. La fréquence des AG ordinaires pourrait être mensuelle et celle des congrès, trimestrielle.

Recrutement, formation et cohésion des militant.es

Peu importe les ambitions et l'horizon que l'on se donne – devenir un parti de masse ou un parti populaire – la constitution d'une force politique qui compte, dans la perspective de court terme des élections de 2025, nécessite le recrutement de militant.es. L'augmentation de leur nombre permet de multiplier les capacités d'action (par l'engagement bénévole et les cotisations), de renforcer les logiques d'implantation dans les quartiers, les secteurs d'activités et les espaces militants, et d'aller davantage dans le sens de la représentation des classes populaires, rendant plus crédible le fait de parler en leur nom.

Le recrutement peut être envisagé comme découlant des actions militantes évoquées dans ce texte. ***Recrutement et mobilisation se font dans l'action ! D'où la nécessité de se mettre le plus rapidement possible en mouvement.***

En revanche, la formation des militant.es doit faire l'objet d'un dispositif spécifique afin d'accompagner la dynamique de recrutements, d'accueillir et d'intégrer les nouveaux et nouvelles militant.es dans l'organisation en maintenant la cohérence de ce dernier. Cette mise en cohérence s'impose d'autant plus que les militant.es ont des profils, des expériences

d'engagement et des connaissances théoriques différent.es, certain.es militant.es étant aguerries et d'autres novices, certain.es vivant à Genève plus récemment que d'autres, etc.

Cette formation peut porter sur plusieurs niveaux et passer par différents vecteurs : formation idéologique, formation sur des éléments pratiques de l'engagement politique (les acteurs politiques et institutions genevois, le syndicalisme, les enjeux spécifiques dans certains secteurs prioritaires). Des séances d'information et de formation peuvent se réaliser au fil de l'eau, par les militant.es les plus ancien.nes de notre organisation, ou par des intervenant.es extérieur.es lors de séances plus ouvertes à l'extérieur.

Néanmoins, la première des formations doit se tenir au moment de l'intégration d'un ou d'une nouvelle militant.e et porter sur notre organisation en présentant son histoire, sa ligne politique et les personnes qui la composent. Cette session doit être menée par les militant.es les plus anciens.

Enfin, ***la cohésion du mouvement et sa force passent également par des moments et un esprit de convivialité qui ont été à l'œuvre durant la campagne et qui doivent se poursuivre.*** Cela passe par l'organisation d'évènements spécifiques. Les différents groupes de travail ont également vocation à être des espaces conviviaux.